

# Le coton en Afrique francophone enjeu de société pour l'Afrique et l'Europe

par **Pierre Henri Texier**,

Ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts

**D**epuis plus de cinquante ans, la France a participé de manière active à la mise en place d'une filière cotonnière en Afrique francophone. La production de coton graine s'est rapidement développée passant de 200 000 tonnes en 1960 pour atteindre le pic de 2 600 000 tonnes en 2003 (6 % de la production et 15 % des exportations mondiales).

## **2 millions de familles et 15 millions de personnes concernées**

La participation et la confiance des agriculteurs ont joué un rôle essentiel dans ce développement. Ceux-ci se sont d'abord organisés en groupement au niveau des villages puis en faitière et en unions nationales. Lorsque les structures de transfert de technologies et d'information sont efficaces, les Africains ont une remarquable faculté d'adaptation

Ainsi sur les dix pays cotonniers francophones, deux millions de familles et quinze millions de personnes vivent de la culture du coton, sans compter les effets induits sur les secteurs de l'énergie, du transport, de la banque, des assurances et de l'élevage.

Comme le dit Mamadou Cisse, vulgarisateur malien à Erik Orsenna, «Le coton est une plante difficile mais celui qui sait le cultiver sait tout cultiver (le maïs, le sorgho, les céréales). Le coton est notre locomotive».

## **Le coton, locomotive du développement durable**

Ainsi, outre la formation aux techniques agricoles classiques les sociétés cotonnières ont développé des cultures de diversification (maïs, sésame,...), des actions en faveur de l'élevage, des programmes de lutte anti-érosive, initié des opérations d'alphabétisation fonctionnelle et d'animation



d'organisations féminine, à tel point que les structures de développement cotonnier ont pu être qualifiées d'«ONG entrepreneuriales».

Les actions ont également consisté en la mise en place de l'implantation d'une centaine d'usines agro-alimentaires, situées dans des zones d'achalandage de 80 kilomètres de rayon moyen. Ces installations sont devenues de véritables pôles de déve-

loppement constituant un maillage de l'espace rural articulé autour d'environ vingt cinq mille marchés.

## **Zones cotonnières et zones de conflits**

L'aire de la culture du coton est entourée de points conflictuels - Darfour à l'est du Tchad et de la RCA - Touareg Nord Niger et Mali, Casamance et Guinée Bissau au sud ouest du Sénégal, Liberia, Sierra Leone et enfin Côte d'Ivoire

Au Burkina Faso, le coton a permis d'absorber plus de cent mille immigrants Mossis de Côte d'Ivoire qui du jour au lendemain ont pu trouver un emploi. Le Tchad voit sa production cotonnière en train de s'écrouler vu sa proximité du Darfour. En République Centre africaine le coton a presque disparu et les usines d'égrenage sont totalement arrêtées.



Fleur de coton.

photo Geocoton Christelle Ducoeur

Le Sénégal lui-même est en train de devenir une plaque tournante de la drogue, ce qui explique, entre autre, l'initiative du président Wade auprès du président Sarkozy pour le respect des cotonculteurs africains.

## Coton, migration et drogue

Le président de la République du Mali Amani Toure déclare :

«...Comment voulez-vous que nous renoncions au coton ? C'est vrai, j'ai accepté de garantir aux paysans un prix supérieur au cours mondial. Comment pouvais-je faire autrement ? Ils se soulevaient ! Dans le sud de notre pays, aux frontières mêmes de la Côte d'Ivoire d'où ne cessent d'arriver des réfugiés... Et mes trois millions et demi de maliens s'ils n'ont plus rien à manger, ils viendront d'abord en ville et ensuite direction la France par tous les moyens. C'est ça que vous voulez ? »

Le président est le premier à tirer la sonnette d'alarme, le premier à faire le rapprochement entre migration et coton. Lorsqu'il y a moins de cinq ans chaque agriculteur vivait décemment de sa production aucun d'entre eux ne pensait à quitter son champ et son village pour la ville ou l'Europe. Mais aujourd'hui, alors que la production cotonnière vient de chuter de 40 % pour l'ensemble de la zone, chaque agriculteur pense qu'il gagnerait en France 50 fois plus que dans son village.

Sans le coton, dans ces zones, les paysans n'ont qu'une alternative pour s'assurer un

revenu monétaire : émigrer vers les villes puis, n'y trouvant pas de travail, vers d'autres pays ou opter pour des cultures illicites (comme en Afghanistan) et au Maroc.

Depuis 2003, la production du coton a chuté d'un million de tonnes. Imaginons qu'elle baisse encore d'un million de tonnes (ce qui est possible), c'est plus de million de personnes qui serait obligé de quitter les campagnes d'Afrique de l'Ouest. Ce serait un raz de marée vers la France. Comment et à quel prix pourra-t-on contenir un tel tsunami ?

La filière connaît depuis 2004 une très grave crise due essentiellement aux problèmes monétaires (entre 2001 et 2007, la parité du franc CFA/Dollar est passée de 750 à 475). Les paysans cotonniers ont vu leurs revenus diminuer dans la même proportion.

Face à cette crise, les bailleurs de fonds privilégient un discours comptable totalement décalé par rapport aux enjeux qui sont d'un autre ordre et qui exigent un retour du politique ainsi qu'une vision stratégique plus élaborée.

La crise actuelle porte en elle tous les ingrédients d'un exode massif des populations qu'il sera difficile d'arrêter. La logique, l'éthique et l'intérêt bien compris voudraient que la France et l'Union Européenne ne détruisent pas cette filière.

## Le coton africain a un réel avenir

Même avec la parité actuelle très défavora-

ble, les perspectives dues aux réserves de productivité non encore exploitées, permettent de dire que le coton africain, devrait largement concurrencer les cotons américains, méditerranéens et chinois, car moins cher : économe en eau (la production d'Afrique francophone est réalisée totalement en culture sous pluie), économe en gas-oil (60 litres de gas-oil par tonne de fibre pour le coton africain contre 350 pour le coton américain) ; économe en engrais et en pesticide (moitié de celle des pays développés), non subventionné (le coton américain reçoit près de un demi dollar par kg de fibre, le coton chinois reçoit 0,20 dollar par kg de fibre), coût de main d'œuvre et de rente foncière 10 fois moins élevée.

## Pour une politique de co-développement rural

Alors que tout le monde s'accorde à repenser une nouvelle politique africaine, les uns pensent que la priorité doit être à la santé et à l'éducation, les autres aux infra structures, mais peu se préoccupent du développement agricole.

Il faut éviter que la crise actuelle du coton entraîne la déstabilisation des pays cotonniers. Celle ci conduirait inévitablement à l'accroissement de l'immigration vers la France et au développement des cultures illicites.

Un développement agricole bien conçu, responsabilisant les acteurs africains, ne demande que des prêts suffisamment longs pour passer les périodes difficiles et financer les investissements nécessaires à assurer leur propre développement. Il ne s'agit pas de donner des subventions à fonds perdus. Les organisations paysannes structurées sont tout à fait aptes à gérer leur propre développement.

Une telle politique me paraît prioritaire car elle pourrait prévenir les conflits et résoudre les problèmes de l'immigration. Elle correspond parfaitement au concept de co-développement basé sur l'égalité, le partenariat entre le Nord et le Sud et le respect d'hommes souvent hors du commun.

Tels sont les éléments qu'il convient de prendre en compte dans le cadre de la politique de co-développement que la France doit mener sur les plans tant civils que militaires. ■



photo Geocoton Christelle Ducoeur

Pesée du coton au Togo.